



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service émetteur : Direction des Droits des Usagers,
des Affaires Juridique et de l'Inspection
Contrôle



Monsieur [REDACTED]
Directeur
EHPAD SAINT MARTIN
2 rue du Maille
48500 LA CANOURGUE

Date : Mercredi 07 juin 2023

Lettre envoyée en recommandé avec accusé de réception

Objet : Contrôle sur pièces EHPAD – Clôture de la procédure contradictoire

Notification de décision définitive

PJ : Tableau définitif de synthèse des mesures correctives

Tableau des remarques et des recommandations retenues

V/Réf : Votre courrier du 30/03/2023 reçu le 26/04/2023 par mail

Monsieur le Directeur,

A la suite de la lettre d'intention que je vous ai adressé le 30/03/2023, vous m'avez fait part de vos observations dans les délais impartis et transmis tout document complémentaire que vous jugiez nécessaire.

L'examen attentif de l'ensemble de ces éléments me conduit à clôturer la procédure contradictoire à la suite de ce contrôle sur pièces.

Le tableau définitif de synthèse des mesures correctives et du tableau des remarques, ci-joints, précisent les prescriptions maintenues avec leur délai de mise en œuvre. Je vous invite à communiquer les éléments demandés aux services de la délégation départementale, en charge du suivi de votre structure.

En application des articles L121-1 et L122-1 du Code des relations entre le public et l'administration qui régissent les modalités de la procédure contradictoire préalable, les prescriptions retenues à l'issue de cette procédure ont la valeur d'une décision administrative.

Un recours gracieux motivé peut être adressé à mes services dans un délai de deux mois suivant la notification du présent courrier, étant précisé qu'en l'absence de réponse de l'Administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci devra être considéré comme implicitement rejeté.

Dans un délai franc de deux mois à compter de sa notification et sans préjudice d'un éventuel recours hiérarchique auprès de Monsieur le Ministre de la Santé et de la Prévention, la présente décision ouvre droit à une voie de recours contentieux près du tribunal administratif territorialement compétent qui peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site internet « www.telerecours.fr ».

Je sais pouvoir compter sur votre pleine implication et celle de vos équipes pour poursuivre les réflexions au sein de l'établissement et les démarches d'amélioration déjà engagées.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Directeur Général

Didier JAFFRE

Direction des Droits des Usagers, des Affaires Juridiques et de l'Inspection Contrôle
Pôle Régional Inspection Contrôle

Tableau définitif de synthèse des mesures correctives Tableau des remarques et des recommandations retenues Contrôle sur pièces de l'EHPAD « SAINT MARTIN » (48)

*Un **écart** est l'expression écrite d'une non-conformité ou d'un non-respect d'obligations légales ou réglementaires juridiquement opposables.*

*Une **remarque** est l'expression écrite d'un défaut ou d'un dysfonctionnement plus ou moins grave qui ne peut être caractérisé au regard d'un texte juridiquement opposable.*

Tableau définitif de synthèse des mesures correctives

Ecart (4)	Référence réglementaire	Nature de la mesure attendue (Injonction-Prescription-)	Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire	Réponse de l'établissement	Décision du Directeur Général de l'ARS
Ecart 1 : Absence de Commission de coordination gériatrique.	D312-158, 3° CASF [1] (MEDEC préside la commission réunie au moins 1x/an) Arrêté du 5 septembre 2011 relatif à la commission de coordination gériatrique mentionnée au 3° de l'article D. 312-158 du code de l'action sociale et des familles	Prescription 1 : Le médecin coordonnateur doit réunir, au minimum une fois par an, la commission de coordination gériatrique chargée d'organiser l'intervention de l'ensemble des professionnels salariés et libéraux au sein de l'établissement. Transmettre le compte rendu de la prochaine réunion de la CCG.	2 mois		La prescription n°1 est maintenue.

<p>Ecart 2 : Le CVS commun aux deux EHPAD n'est pas réuni au moins 3 fois par an, ce qui enfreint la réglementation.</p>	<p>L311-6 (CVS ou autres formes de participation) D. 311-3 à 32-1 CASF (CVS) D311-15 CASF (CVS conseil et fait des propositions) D311-4 CASF (nombre et répartition des membres du CVS) D311-5 CASF (membres minimum du CVS) D311-6 CASF (répartition membres du CVS Résident/famille>à la moitié du nombre total des membres) D311-8 CASF (durée 1 à 3 ans) D311-9 CASF (président du CVS et directeur) D311-13 CASF (représentation des organisations syndicale) D311-16 CASF (au moins 3 CVS/an) D. 311-3 à 32-1, CASF D311-24 CASF (Compte-rendu des séances des instances CVS) D311-20 CASF (relevés de conclusions du CVS)</p>	<p>Prescription 2 : Installer deux CVS distincts et planifier trois réunions de ces CVS sur l'année 2023.</p>	<p>2 mois</p>		<p>Levée de la prescription n°2. A partir du 01 janvier 2023 , le CVS peut être mutualisé sur plusieurs sites d'EHPAD gérés par la même entité juridique.</p>
---	---	--	---------------	--	--

Ecart 3 : La quotité de travail du MEDCO est inférieur au minimum réglementaire pour la capacité d'accueil de cet établissement.	D. 312-157[3] (diplôme MEDCO) HAS, 2012[4] Arrêté du 16 août 2005 D312-158 du CASF D. 312-159-1 du CASF (contrat MEDCO) HAS, « Plan personnalisé de coordination en santé », 2019 D. 312-156 (ETP MEDCO) Dernier texte ETP MEDCO : décret 27 avril 2022	Prescription 3 : Assurer un temps de médecin coordonnateur conforme à la réglementation.	3 mois		La prescription n°3 est maintenue.
Ecart 4 : L'EHPAD n'apporte pas de preuves d'actions dans le cadre de la démarche d'amélioration continue de la qualité.	Articles D312-203, L331-8-1 et art D312-158-10° CASF	Prescription 4 : Définir et mettre en œuvre des actions dans le cadre de l'amélioration continue de la qualité des services rendus aux usagers.	3 mois		Levée de la prescription n°4 .

Tableau des remarques et des recommandations retenues

Remarques (4)	Référence réglementaire	Nature de la mesure attendue	Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire	Réponse de l'établissement	Recommandation retenue par le Directeur Général de l'ARS
Remarque 1 : l'organigramme n'est pas fourni.	D. 312-155-0, II CASF (Equipe pluridisciplinaire) L. 312-1, II, alinéa 4 CASF (Equipe pluridisciplinaire qualifiée)	Recommandation 1 : Transmettre un organigramme daté et signé par la direction faisant apparaître les liens hiérarchiques et fonctionnels.	1 mois		Levée de la recommandation n°1.
Remarque 2 : Absence de calendrier des astreintes de direction pour le 1 ^{er} semestre 2022.		Recommandation 2 : Transmettre un calendrier des astreintes de direction pour le 1 ^{er} trimestre 2023.	15 jours		Levée de la recommandation n°2.
Remarque 3 : Les comptes rendus des réunions institutionnelles de type CODIR ne sont pas rédigés/transmis à la mission d'inspection.		Recommandation 3 : Transmettre le compte rendu du prochain CODIR ainsi que le planning prévisionnel des réunions cadres et de CODIR pour l'année 2023	1 mois		Levée de la recommandation n°3.
Remarque 4 : L'IDEC n'a pas de formation spécifique d'encadrement.	D. 312-155-0, II du CASF à vérifier HAS, « Plan personnalisé de coordination en santé », 2019	Recommandation 4 : Inscrire l'IDEC dans une formation d'encadrement adaptée à son poste.	2 mois		Levée de la recommandation n°4.

	HAS, 2011[5] Articles R. 4311-118 et R. 4311-319 du CSP				
--	--	--	--	--	--